



REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de conseillers en exercice : 33

L'an deux mille vingt cinq, le vingt deux septembre à 18 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 16 septembre 2025 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

Présent(e)s : 27

Jérôme DUBOST, Fabienne MALANDAIN, Nicolas SAJOUS, Agnès SIBILLE, Eric LE FEVRE, Pascale GALAIS, Yannick LE COQ, Christel BOUBERT, Sylvain CORNETTE, Véronique BLONDEL, Gilles BELLIERE, Patrick DENISE, Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE, Isabelle NOTHEAUX, Aurélien LECACHEUR, Édith LEROUX, Nicolas BERTIN, Isabelle CREVEL, Thierry GOUMENT, Romain DELAMARE, Aliké PERENDOUKOU, Philippe QUERNE, Virginie VANDAELE, Laurent GILLE, Virginie LAMBERT, Nicole LANGLOIS, Arnaud LECLERRE

Excusé(e)s ayant donné pouvoir : 5

Jean-Luc HEBERT donne pouvoir à Eric LE FEVRE
Jean-Pierre LAURENT donne pouvoir à Jérôme DUBOST
Andrée BAR donne pouvoir à Véronique BLONDEL
Corinne CHOUQUET donne pouvoir à Laurent GILLE
Agnès MONTRICHARD donne pouvoir à Arnaud LECLERRE

Excusé(e)s / Absent(e)s : 1

Damien GUILLARD

Secrétaire de séance

Romain DELAMARE est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL

du 22 septembre 2025

M_DL250922_164

FINANCES - RÉGULARISATION ACTIF DE LA VILLE SUITE PASSAGE EN M57 ET CORRECTION D'ANOMALIES ANTERIEURES

M. Eric LE FEVRE, Adjoint au Maire – Dans le cadre de la fiabilisation de l'actif comptable de la Ville de Montivilliers, suite au travail conjoint entre les services financiers de la Ville et le Service de Gestion Comptable d'Harfleur, certaines anomalies ont été repérées et il est nécessaire de les corriger par l'intermédiaire de la délibération qui suit :

1) Préambule : constatation, dans notre actif, de la valorisation des parcelles et de quatre biens historiquement transférés.

Les quatre sites historiquement transférés sont les suivants : l'Abbaye-Abbatiale, le Temple, l'Aître de Brisgaret et la Bibliothèque Condorcet.

a) Valorisation de la parcelle

À défaut d'information sur la valorisation historique des parcelles, il est proposé de valoriser chaque parcelle à 1 €/m² selon l'emprise cadastrale.

Il est donc proposé d'autoriser le Service de Gestion Comptable à effectuer les opérations d'ordre non budgétaire suivantes :

Pour l'Abbaye-Abbatiale : (références cadastrales : 000AN 274 pour 1986 m², 000AN 652 pour 260 m², 000AN 653 pour 348 m², 000AN 271 pour 300 m², 000AN 272 pour 300 m², 000AN 273 pour 96 m²) soit un total de 3 290 m² pour un montant de 3 290 €

- Débitier le compte 2115 « Terrains - Bâties »

- Créditer le compte 1021 « Dotations et fonds d'investissement - Dotations »

Pour le Temple : (référence cadastrale 000AN 458 pour 184 m² hors cimetière) pour un montant de 184 €

- Débitier le compte 2115 « Terrains - Bâties »

- Créditer le compte 1021 « Dotations et fonds d'investissement - Dotations »

Pour l'Aître de Brisgaret : (référence cadastrale 000AK 320 pour 230 m² hors cimetière) pour un montant de 230 €

- Débitier le compte 2115 « Terrains - Bâties »

- Créditer le compte 1021 « Dotations et fonds d'investissement - Dotations »

Pour la Bibliothèque Condorcet : (référence cadastrale 000AN 270 pour 374 m²) pour un montant de 374 €

- Débitier le compte 2115 « Terrains - Bâties »

- Créditer le compte 1021 « Dotations et fonds d'investissement - Dotations »

b) Valorisation du bâti

De plus, pour les quatre sites – l'Abbaye-Abbatiale, le Temple, la bibliothèque et l'Aître de Brisgaret – il est proposé quatre écritures supplémentaires afin d'inscrire ces biens sous-jacents à l'actif de la Ville de Montivilliers.

À défaut d'information, la valorisation de chacun des biens retenus sera de 1 €, conformément aux préconisations de la M57 (ci-annexées page 91 et 92 de l'annexe 1 « Tome Comptable de la M57 ») concernant « Cas des actifs immobiliers ou des ensembles immobiliers comportant des éléments historiques et culturels » en particulier sa partie sur l'évaluation.

Il est donc proposé d'autoriser le Service de Gestion Comptable à effectuer les opérations d'ordre non budgétaire suivantes :

Pour l'Abbaye-Abbatiale : pour un montant de 1 €

- Débitier le compte 21611 «Biens historiques et culturels immobiliers – Biens sous-jacents »
- Créditer le compte 1021 «Dotations et fonds d'investissement - Dotations »

Pour le Temple : pour un montant de 1 €

- Débitier le compte 21611 «Biens historiques et culturels immobiliers – Biens sous-jacents »
- Créditer le compte 1021 «Dotations et fonds d'investissement - Dotations »

Pour l'Aître de Brisgaret : pour un montant de 1 €

- Débitier le compte 21611 «Biens historiques et culturels immobiliers – Biens sous-jacents »
- Créditer le compte 1021 «Dotations et fonds d'investissement - Dotations »

Pour la Bibliothèque Condorcet : pour un montant de 1 €

- Débitier le compte 21611 «Biens historiques et culturels immobiliers – Biens sous-jacents »
- Créditer le compte 1021 «Dotations et fonds d'investissement - Dotations »

2) Ensuite, lors du passage en M57, a été instauré le compte 21612 : Biens historiques et culturels immobiliers – Dépenses ultérieures immobilisées.

Cette imputation comptable permet de comptabiliser l'ensemble des travaux concernant des biens historiques et culturels immobiliers répondant aux critères suivants :

- 1° Les monuments historiques classés ou inscrits (articles L.621-1 et L.621-25 du code du patrimoine) ;
- 2° Les monuments naturels et sites classés ou inscrits (article L.630-1 du code du patrimoine – article L.341-1 du code de l'environnement) ;
- 3° Les immeubles visés par la loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Églises et de l'État.

Dans le patrimoine de la ville, il se trouve que quatre biens sont concernés, à savoir :

- l'Abbatiale et l'Abbaye ;
- le Temple ;
- l'Aître de Brisgaret ;
- la Bibliothèque Condorcet.

Les travaux et dépenses d'investissement en M14, selon l'ancienne nomenclature comptable, étaient comptabilisés sur un compte de travaux sur bâtiments sans distinction particulière. Ils ont été transférés à tort sur un compte de travaux sur bâtiments plus classique. Par conséquent, il semblerait nécessaire, par l'intermédiaire d'une délibération, de réimputer les fiches telles qu'elles figurent dans l'annexe, de la manière suivante :

Pour l'Abbatiale et l'Abbaye, transférer au compte 21612 pour un montant de :

- 14 718 689,38 € concernant les fiches telles qu'annexées, se trouvant à ce jour au compte 21314 ;
- 193 142,49 € concernant les fiches telles qu'annexées, se trouvant à ce jour au compte 21318 ;
- 88 749,32 € concernant les fiches telles qu'annexées, se trouvant à ce jour au compte 21351.

D'autoriser le Service de Gestion Comptable à corriger les différentes fiches de l'actif par des écritures non budgétaires, pour un total de 15 000 581,19 €.

Pour Le Temple, transférer au compte 21612 un montant de 186 789,85 € concernant les fiches telles qu'annexées, actuellement inscrites au compte 21314.

D'autoriser le Service de Gestion Comptable à corriger les différentes fiches de l'actif par des écritures non budgétaires.

Pour l'Aître de Brisgaret, transférer au compte 21612 un montant de 500 288,52 € concernant les fiches telles qu'annexées, actuellement inscrites au compte 21351.

D'autoriser le Service de Gestion Comptable à corriger les différentes fiches de l'actif par des écritures non budgétaires.

Pour la Bibliothèque Condorcet, transférer au compte 21612 pour un montant de :

- 65 037,94 € concernant les fiches telles qu'annexées, se trouvant à ce jour au compte 21314 ;
- 299 078,18 € concernant les fiches telles qu'annexées, se trouvant à ce jour au compte 21351.

D'autoriser le Service de Gestion Comptable à corriger les différentes fiches de l'actif par des écritures non budgétaires, pour un total de 364 116,12 €.

L'ensemble des fiches pour ces quatre sites, constituées en M14, n'avaient pas vocation à faire l'objet d'amortissement. Cependant, en M57, elles doivent être affectées sur des comptes faisant l'objet d'amortissements obligatoires. Par conséquent, afin d'éviter toute anomalie future qui pourrait apparaître sur le Compte de Gestion, puis sur le Compte Financier Unique, il est proposé, au vu du titre 10 du tome 1 de l'instruction M57, qui développe les modalités d'enregistrement des changements de méthodes comptables, d'estimations comptables et des corrections d'erreurs sur exercices clos, de constater le défaut d'amortissement des immobilisations.

Il s'agit d'un changement de méthode comptable imposé aux collectivités entre la M14 et la M57. Il est donc proposé de reconstituer les amortissements en autorisant le Service de Gestion Comptable à effectuer les opérations d'ordre non budgétaires suivantes :

- débiter le compte 1068 « Excédents de fonctionnement capitalisés » ;
- créditer les comptes 28 « Amortissements des immobilisations » concernés.

Ceci concerne l'ensemble des fiches stipulées ci-dessus et annexées à la délibération.

3) Autres corrections :

Réimputation de la fiche du cimetière

Lors de l'analyse de l'actif, il a été constaté la nécessité de corriger la fiche du cimetière figurant au 21318 et de la transférer au 21316 pour un montant de 272 839,17 €, concernant la fiche telle qu'annexée.

D'autoriser le Service de Gestion Comptable, par l'intermédiaire d'opérations d'ordre non budgétaires, à effectuer cette réimputation.

Réimputation d'une fiche du 2315 au 2188

Dans l'analyse de l'actif figure une fiche au 2315 intitulée « protocole transactionnel » (fiche telle qu'annexée). Après analyse de cette dernière, il apparaît que son montant de 11 969,94 € est constitué d'une multitude de mandats datant de 2009 et 2010, n'ayant pas nécessairement de lien avec des travaux sur des « Installations, matériel et outillage techniques ». Par conséquent, il est proposé au conseil d'autoriser la régularisation de cette fiche pour la réimputer au 2188 par l'intermédiaire d'écritures d'ordre budgétaire au chapitre 041 « opérations patrimoniales », puis de procéder immédiatement à son amortissement total sur l'exercice 2025.

Réimputation d'une fiche du 238 au 2188

Dans le cadre d'une régularisation sollicitée par l'ancienne trésorerie de Montivilliers en 2019, une fiche intitulée « Régularisation compte 238 selon DM n° 3 du 09/12/2019 » (fiche telle qu'annexée) a généré une anomalie dans l'actif, créant une fiche d'un montant de 3 929 €. Par conséquent, il est proposé au conseil d'autoriser la régularisation de cette fiche pour la réimputer au 2188 par l'intermédiaire d'écritures d'ordre budgétaire au chapitre 041 « opérations patrimoniales », puis de procéder immédiatement à son amortissement total sur l'exercice 2025.

Réimputation d'une fiche du 238 au 204132

Suite à l'analyse de l'actif, une fiche au 238 intitulée « Giratoire avenue Foch/RD 925 » (fiche telle qu'annexée), datant de 2005, a été identifiée. Malheureusement, après des recherches approfondies, en raison de l'antériorité du dossier, ni la Ville ni le département n'ont réussi à retrouver la convention ayant permis cette dépense de 112 000 €, versée par la Ville au Département de Seine-Maritime.

Néanmoins, la trace de délibération sur ce dossier, dans le procès-verbal du conseil municipal du 30 juin 2005, stipule : « 30) - Carrefour RD 925 / Voie de desserte du centre commercial du « Grand Havre » - Aménagement - Convention financière avec le Département - Signature - Autorisation :

Monsieur Serge LECOQ présente le rapport :

De même que la Ville s'était entendue avec le Département pour la réalisation du giratoire Jean Prévost en maîtrise d'ouvrage Ville et participation département à hauteur de 50 %, un giratoire va être aménagé au carrefour de l'avenue Foch avec la voie de desserte du centre commercial du « Grand Havre », côté Gaumont.

La maîtrise d'ouvrage sera départementale, la Ville finançant la moitié de l'équipement.

Je vous demande donc aujourd'hui de bien vouloir autoriser Monsieur le Maire à signer la convention à intervenir avec le département au terme de laquelle la Ville s'engage à financer 50 % de l'équipement estimé à 320.000 € HT, soit 160.000 € HT pour la Ville.

Cette participation est un maximum et sera réduite si le coût de la réalisation s'avère moindre.

Les travaux auront lieu dans le courant de l'été.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal adopte le rapport présenté ci-dessus à l'unanimité. »

L'objet du mandat de 2005 stipule un acompte de 70 % sur 160 000 €, soit les 112 000 € versés et figurant dans l'actif.

Au vu de l'exposé des motifs de la précédente délibération, tout semble indiquer qu'il s'agit d'une subvention d'équipement versée qui aurait dû passer sur le chapitre 204 : « Subventions d'équipement versées ».

Par conséquent, il est proposé au conseil d'autoriser la régularisation de cette fiche pour la réimputer au 204132 « Subventions d'équipement aux organismes publics – Départements – Bâtiments et installations » par l'intermédiaire d'écritures d'ordre budgétaire au chapitre 041 « opérations patrimoniales », puis de procéder à son amortissement total sur l'exercice 2025.

Précision : cet amortissement sera neutre dans l'équilibre budgétaire du fait du choix de la Ville de neutraliser l'amortissement des subventions d'équipement versées.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L2121-29 ;

VU l'instruction budgétaire et comptable M57 notamment le titre 10 du tome 1 relatif au « Modalités de comptabilisation des changements de méthodes comptables, des changements d'estimations comptables et des corrections d'erreurs sur exercices clos » ;

VU le PV du conseil municipal du 30 juin 2005 notamment le point 30 « Carrefour RD 925 / Voie de desserte du centre commercial du « Grand Havre » - Aménagement – Convention financière avec le Département - Signature – Autorisation » ;

VU l'extrait de l'actif de la Ville de Montivilliers tel qu'annexé ;

CONSIDÉRANT :

- que suite au travail conjoint entre les services financiers de la Ville et le Service de Gestion Comptable d'Harfleur, certaines anomalies ont été repérées ;
- que dans le cadre de la fiabilisation de l'actif comptable de la Ville, il est nécessaire de procéder à différentes régularisations par voie de délibération ;

Sa commission municipale n°7, « Administration Générale » réunie le 12 septembre 2025, consultée.

VU le rapport de Monsieur **Eric LE FEVRE**, Adjoint au Maire en charge des Finances, des Marchés publics et des Grands Projets ;

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

- **D'autoriser** le Service de Gestion Comptable ainsi que le Service Finances de la ville à procéder aux différentes écritures d'ordre budgétaire et non budgétaire nécessaires à la régularisation exposée ci-dessous :

Imputation budgétaire

Exercice 2025

Budget principal

Sous-fonction et rubrique : 01

Nature et intitulé : chapitre 041 article 2188

Montant de la dépense : 11 969,94 euros

Nature et intitulé : Chapitre 041 article 2315

Montant de la recette : 11 969,94 euros

Nature et intitulé : chapitre 042 article 6811

Montant de la dépense : 11 969,9 euros

Nature et intitulé : Chapitre 040 article 28188

Montant de la recette : 11 969,9 euros

Nature et intitulé : chapitre 041 article 2188

Montant de la dépense : 3 929 euros

Nature et intitulé : Chapitre 041 article 238

Montant de la recette : 3 929 euros

Nature et intitulé : chapitre 042 article 6811

Montant de la dépense : 3 929 euros

Nature et intitulé : Chapitre 040 article 28188

Montant de la recette : 3 929 euros

Nature et intitulé : chapitre 041 article 204132

Montant de la dépense : 112 000 euros

Nature et intitulé : Chapitre 041 article 238

Montant de la recette : 112 000 euros

Nature et intitulé : chapitre 042 article 6811

Montant de la dépense : 112 000 euros

Nature et intitulé : Chapitre 040 article 2804132

Montant de la recette : 112 000 euros

Nature et intitulé : chapitre 040 article 198

Montant de la dépense : 112 000 euros

Nature et intitulé : Chapitre 042 article 77681

Montant de la recette : 112 000 euros

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

Pour : 32

Contre : 0

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.

